

Chômage: une pétition remise au Grand Conseil

Emploi Les syndicats montent au front pour dénoncer les nouvelles mesures de l'Office cantonal de l'emploi



Image d'archives.
Image: Laurent Guiraud

«Halte au flicage des personnes au chômage.» Tel était le message sur les banderoles des syndicalistes genevois, qui ont arpenté jeudi la Vieille-Ville pour dénoncer les nouvelles mesures contraignant les chômeurs à doubler leurs recherches d'emploi mensuelles; dix au lieu de cinq, et à retirer les indemnités chômage si les recherches ne sont pas produites. Entrées en vigueur le 1er juin, ces mesures ont été prises conjointement par l'Office cantonal de l'emploi (OCE) et le département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS).

Une vingtaine de syndicalistes dont Manuela Cattani présidente de la CGAS, ont convergé vers l'Hôtel de Ville. Le but: remettre au Grand Conseil la pétition, «stop aux mesures vexatoires à l'égard des chômeurs», signée par 1127 personnes en quinze jours. «Nous souhaitons que le Grand Conseil se penche sur cette situation inacceptable et prenne en considération notre demande de révision», déclare Thomas Graff, syndicaliste du SIT.

Heureux hasard ou simple coïncidence, les manifestants ont croisé la route de Mauro Poggia, magistrat en charge du DEAS. «Les chômeurs se sentent sous pression et humiliés», lance Manuela Cattani. «Elle estime que ces mesures sont absurdes et incompatibles avec le marché du travail.» Des propos auxquels le conseiller d'Etat répond: «D'autres combats sont plus importants. Soyez une force de proposition plutôt qu'une force d'opposition.» La balle est dans le camp des députés. Saïd Abes

(TDG)

(Créé: 07.07.2016, 18h07)

Saïd Abes

Mots-clés

Mauro Poggia
Grand Conseil genevois
Office cantonal de l'emploi (OCE)

Hommages Retrouvez tous les avis et déposez des condoléances

Articles en relation

«Exiger dix recherches d'emploi n'a aucun sens» Consultez votre horoscope du jour

Chômage Pour les syndicats, l'obligation imposée aux chômeurs de faire dix offres par mois est d'un bilan plus large. Le département dément. Plus...

Par Eric Budry 24.05.2016